ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Ministre des Finances, du Budget, de la Fonction publique et des Relations extérieures pour la Région de Bruxelles-Capitale, le 22 mai 1990, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur un projet d'ordonnance "portant création de l'Agence régionale pour la propreté", a donné le 28 mai 1990 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 22 mei 1990 door de Minister van Financiën, Begroting, Openbaar Ambt en Externe Betrekkingen van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een ontwerp van ordonnantie "houdende oprichting van het Gewestelijk Agentschap voor Reinheid", heeft op 28 mei 1990 het volgend advies gegeven :

Dans le bref délai qui lui est imparti, le Conseil d'Etat doit se limiter à formuler les observations suivantes.

ARRETE DE PRESENTATION.

Le projet d'ordonnance touche aux compétences de divers membres de l'Exécutif dont il n'est pas fait mention. Il s'agit des membres qui ont dans leurs attributions respectives l'environnement, les travaux publics et le transport. Ces Ministres doivent donc proposer l'arrêté par lequel l'Exécutif saisit le Conseil du projet d'ordonnance.

Par contre, il résulte de l'article 41, § 2, de la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, qu'un Secrétaire d'Etat à la Région bruxelloise n'a pas la qualité de membre de l'Exécutif de cette Région et ne peut donc présenter un projet d'ordonnance.

Les mots "et (à) l'initiative du Secrétaire d'Etat adjoint au Ministre Président" doivent être omis.

DISPOSITIF.

Chapitre premier et chapitre II.

Ces chapitres peuvent être groupés en un seul chapitre, intitulé "Dispositions générales".

Article 2.

1. Les tirets doivent être remplacés par 1E et 2E.

2. Le texte sous le troisième et le quatrième tiret doit être omis.

Article 3.

1. Dans le texte français, au paragraphe 1er, pour éviter d'utiliser deux fois le mot "dénommé", il est proposé d'écrire : "Il est créé un organisme d'intérêt public intitulé "Bruxelles-Propreté, ...", ci-après dénommé ...".

Il y a une discordance entre les textes français et néerlandais. La dénomination française "Bruxelles-Propreté, Agence régionale pour la propreté", est rendue en néerlandais uniquement par "Gewestelijk Agentschap voor Reinheid".

2. Le paragraphe 2 peut constituer l'alinéa 2 du paragraphe 1er.

3. Le paragraphe 3, devenant le paragraphe 2, serait mieux rédigé comme suit :

"§ 2. A l'article 1er, A, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, est insérée, selon l'ordre alphabétique, la mention suivante : "Bruxelles-Propreté, Agence régionale pour la propreté".

Article 4 .

1. Les dispositions décrivant les missions confiées à l'Agence en matière de déchets (en ce compris les immondices) doivent être harmonisées, d'une part avec les dispositions décrivant les missions confiées à l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement (voir spécialement l'article 3 de l'arrêté royal du 8 mars 1989 créant l'Institut bruxellois pour la gestion de l'environnement, confirmé par la loi du 16 juin 1989, ainsi que diverses dispositions de l'avant-projet d'ordonnance relative à la prévention et à la gestion des déchets, tel l'article 6), d'autre part avec les dispositions de l'avant-projet d'ordonnance relative à la prévention et à la gestion des déchets définissant les missions du "service compétent de l'agglomération bruxelloise" (voir spécialement l'article 6, § 1er, et l'article 11). En outre, la mission confiée à l'Agence par l'article 4, § 1er, 3E, doit être définie beaucoup plus précisément.

2. La division en paragraphes ne se justifie pas et doit être omise.

La même observation vaut pour l'article 9.

3. La phrase introductive de l'alinéa 1er doit être rédigée comme suit :

"L'Agence est chargée des missions suivantes : ".

4. L'alinéa 1er doit être subdivisé en 1E, 2E, 3E ... au lieu de 1, 2, 3 ...

La même observation vaut pour l'alinéa 2 et pour l'article 11.

5. A l'alinéa 1er, 2E, "IBGE" doit s'écrire en toutes lettres.

6. A l'alinéa 1er, le 4E serait mieux rédigé comme suit :

"4El'exercice des attributions de l'agglomération en matière de nettoyage de la voie publique et de ses abords, que le conseil d'agglomération accepte d'exercer à la demande d'une ou de plusieurs communes".

7. La phrase introductive de l'alinéa 2 doit être rédigée comme suit :

"En outre, l'Agence peut assurer les missions suivantes : ".

8. A l'alinéa 2, 1E, les mots "sans préjudice de l'application du § 1er, 2E" doivent être omis.

9. A l'alinéa 2, 3E, il y a lieu de mentionner la Société des transports qui y est visée, sous la même dénomination que la Société des transports dont il s'agit dans le projet d'ordonnance relative à l'organisation des transports en commun

dans la Région de Bruxelles-Capitale, examiné ce jour par le Conseil d'Etat sous le nE L. 19.934/9, à savoir "Société des transports intercommunaux de Bruxelles".

A la fin de la même disposition, il convient d'écrire "... en accord avec le Ministre ayant le transport dans ses attributions".

Article 5.

La disposition est superflue et doit être omise.

Article 6 (devenant l'article 5).

La délégation donnée à l'Exécutif est trop large et doit être précisée.

Article 7 (devenant l'article 6).

1. A l'alinéa 1er, mieux vaudrait écrire "appartenant respectivement à un groupe linguistique différent".

2. L'alinéa 2 serait mieux rédigé comme suit :

"L'Exécutif détermine les délégations de compétences qui leur sont attribuées. Il arrête les cas dans lesquels leur signature conjointe n'est pas exigée".

Article 8 (devenant l'article 7).

Paragraphe 1er.

L'alinéa 1er serait mieux rédigé comme suit :

"L'Agence peut exercer des activités commerciales compatibles avec les missions qui lui sont confiées".

Paragraphe 2.

La rédaction suivante est proposée :

"§ 2. En vue de l'accomplissement de ses missions, l'Agence peut conclure des conventions, participer au capital et à la gestion d'entreprises, exploiter ou faire exploiter des installations industrielles.

La participation au capital d'entreprises est subordonnée à l'autorisation de l'Exécutif. Celui-ci fixe également le montant de la participation de l'Agence".

Article 9 (devenant l'article 8).

Le paragraphe 3, devenant l'alinéa 3, est rédigé comme suit :

> "L'Exécutif nomme le personnel de l'Agence. En vue de l'accomplissement de tâches spécifiques qu'il détermine, l'Exécutif peut autoriser l'engagement de personnel sous le régime de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail".

Il résulte de la combinaison des articles 9, 13, § 6, 87, § 4, et 96 de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par celle du 8 août 1988, et de l'article 11, § 1er, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, applicable à l'Agence en vertu de l'article 3 de l'ordonnance en projet, que les Exécutifs des Communautés et des Régions sont, dans l'état actuel de la législation, compétents pour fixer le statut administratif et pécuniaire du personnel des organismes publics dépendant des Communautés et des Régions, moyennant l'accord du Ministre national de la Fonction publique.

Dans son avis L. 19.193/8 du 14 novembre 1989 sur un projet de décret "houdende oprichting van een Vlaams Fonds voor de sociale integratie van personen met een handicap", le Conseil d'Etat, section de législation, a considéré qu'aussi longtemps que l'article 13, § 6, de la loi spéciale précitée reste en vigueur, l'accord du Ministre national ayant la fonction publique dans ses attributions demeure requis en ce qui concerne le statut administratif ou pécuniaire des organismes d'intérêt public ressortissant à la Communauté (ou à la Région), sans qu'il y ait lieu de distinguer selon que la réglementation est l'oeuvre de l'Exécutif - ce qui est la situation normale - ou du Conseil - ce que la Cour d'arbitrage admet (Vl. R., session 1989-1990, document 318/1, pp. 58 et 59). Il n'apparaît pas des pièces soumises au Conseil d'Etat que cet accord ait été donné.

La même observation vaut pour le paragraphe 4 de l'article 9.

Article 10 (devenant l'article 9).

Au début de l'article, il y a lieu d'écrire : "Sans préjudice de l'article 5, alinéa 7, de la loi spéciale, ...".

Article 11 (devenant l'article 10).

1. A la fin du 1E, il y a lieu d'écrire : "... et ceux inscrits au budget de l'Agglomération".

2. Le 3E serait mieux rédigé comme suit :

"3Eles recettes liées à son action et les indemnités pour prestations;".

3. Au 5E, il faut écrire "les emprunts contractés en exécution d'un programme ...".

Signature.

1. Les Ministres proposants doivent aussi être les signataires de l'ordonnance en projet.

2. Conformément à l'observation faite au sujet de l'arrêté de présentation, la signature du Secrétaire d'Etat doit être omise.

Binnen de korte termijn die hem is toegemeten, moet de Raad van State zich bepalen tot het maken van de volgende opmerkingen.

INDIENINGSBESLUIT.

Het ontwerp van ordonnantie valt onder de bevoegdheid van verschillende leden van de Executieve, die niet vermeld zijn. Het zijn de leden tot wier respectieve bevoegdheid het leefmilieu, de openbare werken en het vervoer behoren. Die Ministers moeten dus het besluit voordragen waarmee de Executieve het ontwerp van ordonnantie aan de Raad voorlegt.

Uit artikel 41, § 2, van de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, blijkt daarentegen dat een Staatssecretaris bij het Brusselse Gewest niet de hoedanigheid heeft van lid van de Executieve van dat Gewest en dus geen ontwerp van ordonnantie kan indienen.

De woorden "en op initiatief van de Staatssecretaris toegevoegd aan de Minister-Voorzitter" moeten vervallen.

BEPALEND GEDEELTE.

Hoofdstuk I en hoofdstuk II.

Die hoofdstukken kunnen in een enkel hoofdstuk worden samengebracht met als opschrift "Algemene bepalingen".

Artikel 2.

1. De streepjes moeten worden vervangen door 1E en 2E.

2. De tekst na het derde en het vierde streepje moet vervallen.

Artikel 3.

1. Om in de Franse tekst van paragraaf 1 geen twee keer het woord "dénommé" te gebruiken, wordt voorgesteld te schrijven : "Il est créé un organisme d'intérêt public intitulé "Bruxelles-Propreté, ...", ci-après dénommé ...".

Er is een discrepantie tussen de Franse en de Nederlandse tekst. Aan de Franse benaming "Bruxelles-Propreté, Agence régionale pour la propreté" beantwoordt in het Nederlands alleen "Gewestelijk Agentschap voor Reinheid".

2. Paragraaf 2 kan het tweede lid van paragraaf 1 worden.

3. Paragraaf 3, die paragraaf 2 wordt, zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 2. In artikel 1, A, van de wet van 16 maart 1954

betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, wordt in alfabetische volgorde de volgende vermelding ingevoegd : "Gewestelijk Agentschap voor Reinheid"".

Artikel 4.

1. De bepalingen die een beschrijving geven van de opdrachten die aan het Agentschap worden toevertrouwd inzake afval (met inbegrip van het huisvuil) moeten enerzijds in overeenstemming worden gebracht met de bepalingen die een beschrijving geven van de opdrachten die zijn toevertrouwd aan het Brussels Instituut voor Milieubeheer (zie in het bijzonder artikel 3 van het koninklijk besluit van 8 maart 1989 tot oprichting van het Brussels Instituut voor Milieubeheer, bekrachtigd bij de wet van 16 juni 1989, alsook diverse bepalingen van het voorontwerp van ordonnantie betreffende de voorkoming en het beheer van afvalstoffen, bijvoorbeeld artikel 6) en anderzijds met de bepalingen van het voorontwerp van ordonnantie betreffende de voorkoming en het beheer van afvalstoffen waarin de opdrachten worden bepaald van de "bevoegde dienst van de Brusselse Agglomeratie" (zie in het bijzonder artikel 6, § 1, en artikel 11). Bovendien moet de opdracht die aan het Agentschap wordt toevertrouwd door artikel 4, § 1, 3E, veel duidelijker worden omschreven.

2. Er is geen reden voor de indeling in paragrafen; ze moet dan ook vervallen.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 9.

3. De inleidende volzin van het eerste lid moet als volgt worden geredigeerd :

"Het Agentschap wordt belast met de volgende opdrachten :".

4. Het eerste lid moet worden ingedeeld in 1E, 2E, 3E ... in plaats van 1, 2, 3 ....

Dezelfde opmerking geldt voor het tweede lid en voor artikel 11.

5. In het eerste lid, 2E, moet "BIM" voluit worden geschreven.

6. In het eerste lid zou de bepaling onder 4E beter als volgt worden geredigeerd :

"4Ede uitoefening van de bevoegdheden van de agglomeratie inzake het schoonvegen van de openbare weg en de omgeving ervan, die de agglomeratieraad aanvaardt uit te oefenen op verzoek van één of meer gemeenten".

7. De inleidende volzin van het tweede lid moet als volgt worden geredigeerd :

"Bovendien kan het Agentschap de volgende opdrachten uitvoeren :".

8. In het tweede lid, 1E, moeten de woorden "onverminderd de toepassing van § 1, 2E" vervallen.

9. In het tweede lid, 3E, dient de bedoelde Vervoermaatschappij te worden vermeld onder dezelfde benaming als de Vervoermaatschappij waarvan sprake is in het ontwerp van ordonnantie betreffende de organisatie van het openbaar vervoer in het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest, dat heden door de Raad van State is onderzocht onder het nummer L. 19.934/9, namelijk "Maatschappij voor het Intercommunaal Vervoer te Brussel".

Aan het slot van dezelfde bepaling dient te worden geschreven "met instemming van de Minister tot wiens bevoegdheid het vervoer behoort".

Artikel 5.

De bepaling moet als overbodig vervallen.

Artikel 6 (dat artikel 5 wordt).

De delegatie die aan de Executieve wordt verleend is te ruim en moet nader worden bepaald.

Artikel 7 (dat artikel 6 wordt).

1. In het eerste lid zou het beter zijn te schrijven "die elk tot een verschillende taalgroep behoren".

2. Het tweede lid zou beter als volgt worden

geredigeerd :

"De Executieve bepaalt de bevoegdheden die hun worden overgedragen. Ze legt de gevallen vast waarin hun gezamenlijke handtekening niet vereist is".

Artikel 8 (dat artikel 7 wordt).

Paragraaf 1.

Het eerste lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Het Agentschap kan handelsactiviteiten uitoefenen die verenigbaar zijn met de opdrachten die eraan worden toevertrouwd".

Paragraaf 2.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"§ 2. Met het oog op het vervullen van zijn opdrachten kan het Agentschap overeenkomsten sluiten, deelnemen in het kapitaal of aan het beheer van ondernemingen, en bedrijfsinstallaties exploiteren of laten exploiteren.

Voor deelneming in het kapitaal van ondernemingen moet de Executieve toestemming verlenen. De Executieve stelt eveneens het bedrag van de deelneming van het Agentschap vast".

Artikel 9 (dat artikel 8 wordt).

Paragraaf 3, die het derde lid wordt, is als volgt geredigeerd :

"De Executieve benoemt het personeel van het Agentschap. Met het oog op specifieke taken, die zij bepaalt, kan de Executieve toelating verlenen personeel aan te werven onder het stelsel van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten".

Uit de artikelen 9, 13, § 6, 87, § 4, en 96, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, samengelezen met artikel 11, § 1, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, die van toepassing is op het Agentschap krachtens artikel 3 van de ontworpen ordonnantie, blijkt dat de Gemeenschaps- en de Gewestexecutieven, zoals de wetgeving nu is, bevoegd zijn om het administratief statuut en de bezoldigingsregeling vast te stellen van de openbare instellingen die onder de Gemeenschappen en de Gewesten ressorteren, met de goedkeuring van de nationale Minister van Openbaar Ambt.

In zijn advies L. 19.193/8 van 14 november 1989 over een ontwerp van decreet "houdende oprichting van een Vlaams Fonds voor de sociale integratie van personen met een handicap", heeft de Raad van State, afdeling wetgeving, geoordeeld dat zolang artikel 13, § 6, van de bovengenoemde bijzondere wet van kracht blijft, voor het administratief of het geldelijk

statuut van de onder een Gemeenschap (of een Gewest) ressorterende instellingen van openbaar nut, nog steeds het akkoord vereist is van de nationale Minister tot wiens bevoegdheid het openbaar ambt behoort, zonder dat er een onderscheid hoeft te worden gemaakt naargelang de regeling het werk is van de Executieve - wat de normale gang van zaken is - of van de Raad - wat het Arbitragehof toelaat (Vl. R., zitting 1989-1990, stuk 318/1, blz. 58 en 59). Uit de bij de Raad van State ingediende stukken blijkt niet dat zo'n akkoord is verleend.

Dezelfde opmerking geldt voor paragraaf 4 van artikel 9.

Artikel 10 (dat artikel 9 wordt).

Aan het begin van het artikel schrijve men : "Onverminderd artikel 5, zevende lid, van de bijzondere wet, ...".

Artikel 11 (dat artikel 10 wordt).

1. De bepaling onder 1E moet als volgt worden gesteld :

"1Ede op de begroting van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest en op de begroting van de Agglomeratie uitgetrokken kredieten".

.../...

2. De bepaling onder 3E zou beter als volgt worden geredigeerd :

"3Ede ontvangsten die verband houden met zijn activiteit en de vergoedingen voor diensten;".

3. In de bepaling onder 5E schrijve men "de leningen aangegaan tot uitvoering van een door de Executieve goedgekeurd investeringsprogramma".

Ondertekening.

1. De Ministers die de ontworpen ordonnantie voordragen, moeten ze ook ondertekenen.

2. Gelet op de opmerking over het indieningsbesluit moet de handtekening van de Staatssecretaris vervallen.

La chambre était composée de

Messieurs :
de Heren :

C.-L. CLOSSET,
R. ANDERSEN,

Madame : R. DEROY,
Mevrouw :

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. R. ANDERSEN.
Le rapport a été présenté par M. D. BATSELE, auditeur adjoint.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

R. DEROY.

De kamer was samengesteld uit

conseiller d'Etat, président,
staatsraad, voorzitter,

conseillers d'Etat,
staatsraden,

greffier,
griffier.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. R. ANDERSEN.
Het verslag werd uitgebracht door de H. D. BATSELE, adjunct-auditeur.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

P. FINCOEUR.